

tion des budgets provinciaux. Après une analyse minutieuse des différents budgets provinciaux, leurs recettes et leurs dépenses ont été classifiées sous différents groupes, les mêmes pour chacune des provinces, et cette classification parut pour la première fois dans l'Annuaire de 1919. Nous publions ici une analyse des budgets provinciaux des cinq exercices budgétaires 1916 à 1920; ils font l'objet des tableaux 25 et 26, dans lesquels ces budgets sont présentés pour chaque province, tandis que le tableau 27 les résume tous.

En étudiant ces tableaux, il ne faut pas perdre de vue que les exercices budgétaires des différentes provinces ne concordent pas. Dans l'île du Prince-Edouard, le Manitoba et l'Alberta l'année fiscale se termine le 31 décembre, en Nouvelle-Ecosse le 30 septembre, au Nouveau-Brunswick et dans Ontario le 31 octobre, dans Québec le 30 juin, dans la Saskatchewan le 30 avril et dans la Colombie Britannique le 31 mars.

Pendant l'exercice 1920, le revenu ordinaire des neuf provinces s'est élevé à \$92,653,023, comparativement à \$76,844,307 en 1919, \$69,345,305 en 1918, \$57,989,984 en 1917 et \$50,015,795 en 1916. En même temps, les dépenses ordinaires avaient atteint \$88,250,675, contre \$76,403,973 en 1919, \$66,052,909 en 1918, \$60,122,485 en 1917 et \$53,826,219 en 1916. Ainsi, dans le court espace de quatre ans, les revenus ordinaires des provinces se sont accrus de 85.2 p.c. et leurs dépenses ordinaires de 63.9 p.c. Evidemment, l'augmentation du coût de la vie, c'est-à-dire la hausse des produits et de la main-d'œuvre, a puissamment contribué à cette augmentation, mais un autre facteur à considérer c'est l'extension des attributions du gouvernement, qui s'est produite concurremment.

Entre toutes les provinces, Ontario possède les revenus les plus élevés, soit \$25,981,517, Québec venant ensuite avec \$14,472,651 et la Colombie Britannique troisième avec \$13,866,603; le même ordre est observé au point de vue des dépenses, Ontario tenant la tête avec \$25,880,843, puis Québec avec \$13,520,740 et la Colombie Britannique avec \$11,568,003. En 1920, la Colombie Britannique a perçu \$27.14 de taxes et impôts par tête de sa population; c'était la province la plus imposée; au bas de l'échelle se place Québec, avec \$6.23 de taxes et impôts per capita.

Actif et passif des provinces.—On n'avait encore jamais songé jusqu'ici à relever l'actif et le passif des provinces, en raison des différences considérables d'appréciation que l'on constate d'une province à l'autre. Par exemple, dans certains cas, les ressources naturelles, telles que le bois des forêts, les mines et les terres appartenant encore au domaine, sont considérées comme actif, tandis que d'autres provinces n'en tiennent nul compte; ailleurs les édifices publics et leurs abords, les routes, les ponts, etc., sont censés représenter un actif. Nous sommes parvenus à coordonner les éléments